



Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUES	2
1 - Japon – entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre, avec son homologue, M.Tarô Kôno (communiqué de presse de la porte-parole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères).....	2
2 - Theresa May poussée dans les cordes (IRIS, interview de Sylvie Matelly – la liberté (Suisse)).	3
3 - L'excellente relation de défense franco-américaine, à l'épreuve des turbulences transatlantiques (Institut Montaigne, Célia Belin).....	4
DÉFENSES	7
1 - Tribune : Osez la France pour une défense nationale (Le Point, Julien Aubert, Thibault Bazin et patrice Verchère).	7
2 - Le parc d'hélicoptères des armées : une envolée des coûts de maintenance, une indisponibilité chronique, des efforts qui doivent être prolongés (Sénat, rapport d'information de M. Dominique Legge, fait au nom de la commission des finances).	9
3 - La ministre des armées Florence Parly et le ministre des affaires étrangères japonais, M.Tarô Kôno, ont signé à l'hôtel de Brienne un accord bilatéral de défense. (DICOD, communiqué de presse).....	9
4 - Général François Lecointre : « Le défilé du 14 juillet est une démonstration de force » (Famille Chrétiennes, Samuel Pruvot).	10
ÉCONOMIES	11
1 - A qui profite le scandale de Cambridge Analytica ? (Infoguerre, Sahid Yallou).	11
2 - Géosciences : des satellites mesurent les volumes d'eau sur Terre (Allemagne site diplo).....	12
3 - L'expertise du CNES au service des forces françaises (CNES, communiqué de presse).	13

GÉOPOLITIQUES

1 - Japon – entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre, avec son homologue, M.Tarô Kôno (communiqué de presse de la porte-parole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères).

M. Jean-Yves Le Drian s'est entretenu le 14 juillet avec M. Tarô Kôno, ministre des Affaires étrangères du Japon.

Face à la terrible épreuve traversée par le Japon touché par des pluies torrentielles, il a exprimé à son homologue la solidarité et le soutien de la France. Nos deux pays célèbrent en 2018 le 160ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques. Le lancement de la saison culturelle « Japonismes 2018 » marque cet anniversaire. M. Jean-Yves Le Drian s'en est réjoui et a évoqué avec son homologue le renforcement du partenariat d'exception entre la France et le Japon :

1. Sur le plan bilatéral, M. Jean-Yves Le Drian et son homologue ont travaillé sur de nombreux sujets :
 - relations économiques : les ministres ont appelé à leur approfondissement, en tirant tout le bénéfice de l'accord de partenariat économique entre l'UE et le Japon. Ce dernier ouvre de nouvelles perspectives, en créant une zone économique de quelque 600 millions d'habitants, représentant environ 30 % du PIB mondial. MM. Jean-Yves Le Drian et Tarô Kôno ont salué la signature, le 13 juillet, d'une déclaration sur la coopération dans le domaine de l'innovation et du numérique qui servira de base à un travail commun entre J-Startup et la "French Tech". Ils ont appelé au renforcement du partenariat franco-japonais dans le domaine du nucléaire civil et ont salué la décision de relancer le dialogue bilatéral sur les questions énergétiques ;
 - espace indopacifique : les ministres ont affirmé leur volonté de travailler au renforcement de la coopération franco-japonaise au service du développement d'un espace indopacifique en paix, prospère et inclusif. Ils se sont félicités, dans cette perspective, du lancement d'un dialogue maritime global entre les deux pays ;
 - sécurité et défense : ils sont convenus de travailler conjointement à la réalisation de projets concrets, y compris dans le domaine de l'armement, et ont salué la signature d'un accord de soutien logistique mutuel entre la France et le Japon ;
 - culture et coopération : les échanges ont notamment porté sur l'importance de développer la mobilité des étudiants et des chercheurs et de promouvoir la coopération dans les domaines scientifique et universitaire, ainsi que du cinéma, du sport et du tourisme.

2. MM. Jean-Yves Le Drian et Tarô Kôno se sont également entretenus des grands dossiers internationaux :

- questions multilatérales : ils ont réaffirmé leur attachement commun au système commercial multilatéral et réitéré leur engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique, notamment par une mise en œuvre ambitieuse de l'accord de Paris et d'un dialogue constructif sur l'élaboration d'un pacte mondial pour l'environnement. Ils sont convenus de poursuivre leur coordination dans la perspective des présidences du G7 et du G20 par la France et le Japon en 2020 ;

- Corée du Nord : tout en saluant la dynamique engagée par le sommet intercoréen du 27 avril et le sommet entre les Etats-Unis et la Corée du Nord du 12 juin, les ministres ont constaté une pleine convergence sur la nécessité de maintenir la pression en vue de la dénucléarisation complète, irréversible et vérifiable de la péninsule coréenne ;

- Le Japon, représenté par son ministre des affaires étrangères, sera à l'honneur lors du défilé du 14 juillet aux côtés de Singapour. Il est la troisième économie mondiale, le deuxième partenaire commercial de la France en Asie et le premier investisseur asiatique en France. Les échanges commerciaux entre la France et le Japon se sont élevés à 16,28 Mds € en 2017. Plus de 13 000 Français sont établis au Japon et environ 30 000 Japonais vivent en France.

[Retour au sommaire](#)

2 - Theresa May poussée dans les cordes (IRIS, interview de Sylvie Matelly – la liberté (Suisse)).

L'option d'un Brexit « doux », prise vendredi par Theresa May, a provoqué la démission de deux de ses ministres. La première ministre du Royaume-Uni est-elle allée trop loin ?

Il ne s'agit pas tout à fait d'un Brexit « doux » mais d'une vision intermédiaire des choses. Par contre, la position de Theresa May est loin d'être celle prônée par les plus durs. En même temps, la première ministre a forcé ainsi les partisans d'un hard Brexit ou Brexit dur au sein du Parti conservateur à sortir du bois. Elle a joué en quelque sorte la carte du « qui m'aime me suive ». Il n'en reste pas moins que la défection de Boris Johnson est importante au sein de son gouvernement. Elle peut marquer le début d'une crise politique majeure au Royaume-Uni. Si elle s'installe, l'aile dure du Parti conservateur – parti dont est issue Theresa May – pourrait obtenir le départ de la première ministre. La solution du Brexit qu'elle défend est cependant la solution la plus raisonnable pour le Royaume-Uni.

Qu'entend-on par Brexit « doux » ?

Le Royaume-Uni garderait tous les avantages et les privilèges qu'il peut avoir en étant dans l'UE : libre-circulation des biens, éventuellement une union douanière. Mais dans le même temps, il y a deux éléments extrêmement inacceptables pour les durs du Parti conservateur : primo, que la libre-circulation des biens ne peut être découplée de la libre-circulation des personnes, et secundo, que le Royaume-Uni serait obligé d'appliquer les règles européennes sans avoir voix au chapitre. Ce serait une relation comme celle qu'a l'UE avec la Norvège ou

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 67

la Suisse. Ne pas avoir un mot à dire est inacceptable pour un pays souverain comme le Royaume-Uni, qui a l'habitude de peser sur les décisions. Les conservateurs ne peuvent accepter de se retrouver dans une situation qu'ils ont critiquée durant des années. C'est politiquement inacceptable et pas seulement pour le Parti conservateur.

On est donc en plein scénario catastrophe. Dans la série « pour qui sonne le glas ? », que penser de Dominic Raab, l'eurosceptique qui a remplacé David Davis, ministre du Brexit démissionnaire ?

On sait que M. Raab est euro-sceptique, mais on ne connaît pas sa position sur le Brexit. En même temps, je ne vois pas comment un pro-*remain* (anti-Brexit, favorable au maintien du Royaume-Uni dans l'UE, ndlr) pourrait être le chef de ce ministère. Il faut attendre avant de dire si cette nomination court à l'échec. En l'état, on voit que Dominic Raab est jeune. Il est né en 1974. Il est plus libéral et favorable au libre-échange que conservateur. Son parcours de vie est intéressant : c'est un homme issu de l'immigration d'une famille de réfugiés originaire des pays de l'Est. En plus, il est marié à une Brésilienne. C'est vraiment quelqu'un qui fait partie d'une société très cosmopolite, tout le contraire de David Davis, qui est un pur Britannique. Ce peut être important lorsque l'on sait que la pomme de discorde, qu'il s'agisse du Brexit « doux » ou « dur », est la libre-circulation des personnes. Choisir quelqu'un dont le père était un réfugié né en 1938 et arrivé en Grande-Bretagne dans les années 70, juste avant la naissance de Dominic Raab, est peut-être un signal qui est donné. On peut mal s'imaginer que le nouveau ministre du Brexit s'oppose comme cela frontalement à la libre-circulation et à sa cheffe. Peut-être que l'avenir prouvera le contraire. Il est vrai que celui qui pilote ce ministère, qui doit porter le processus de sortie de l'Union européenne, ne peut pas être un anti-Brexit affirmé.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/115720-theresa-may-poussee-dans-les-cordes/>

Le site de l'IRIS est répertorié dans la rubrique THINKTANKS
de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRITSURCOUF.fr

[Retour au sommaire](#)

3 - L'excellente relation de défense franco-américaine, à l'épreuve des turbulences transatlantiques (Institut Montaigne, Célia Belin).

Paris est populaire à Washington en ce moment. La France y est vue comme un allié de confiance, solide, prompt à intervenir, ainsi qu'un partenaire souvent incontournable sur les questions de défense et de sécurité. **Dans les cercles militaires américains, les Français jouissent d'une réputation d'excellence et d'un accès aux plus hautes sphères**, que leur envient leurs homologues européens, allemands et britanniques en particulier. C'est en effet un impressionnant retournement de situation lorsque l'on se souvient qu'il y a seulement quinze ans, la France, critique de l'intervention américaine en Irak, était accusée de pleurerie, renvoyée aux pages les plus sombres de son histoire. Bien que l'arrivée au pouvoir du président Emmanuel Macron, dont le centrisme et le pragmatisme plaît aux conservateurs comme aux

progressistes, ait contribué à cet état de grâce, la cote française était depuis longtemps remontée des abysses dans lesquelles la crise de 2003 l'avait plongée.

"La bascule se fait réellement pendant la présidence de François Hollande, à travers la décision française d'intervention au secours de son allié malien début 2013, dix ans après l'Irak."

Les administrations Bush et Chirac, déterminées à tourner la page de 2003, ont mené un effort de rapprochement, poursuivi par Barack Obama et Nicolas Sarkozy. Le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009 a balayé une partie des soupçons persistants des Etats-Unis sur les ambitions françaises en matière de défense européenne, perçues jusqu'alors comme entrant en concurrence avec l'Alliance atlantique. **Maîtres en art administratif, les Français produisent à l'OTAN un grand nombre de non-papiers, notes et propositions qui les ont rendus visibles auprès de leurs interlocuteurs américains.** En 2011, l'intervention conjointe en Libye, menée par la France et le Royaume-Uni et "guidée en coulisse" par les Américains, a cimenté un nouveau format d'intervention franco-anglo-américain. Toutefois, la bascule se fait réellement pendant la présidence de François Hollande, à travers la décision française d'intervention au secours de son allié malien début 2013, dix ans après l'Irak. **Pour Washington, le Mali, puis l'extension de l'opération au Sahel, a montré la détermination de la France à prendre en main sa propre sécurité et celle de ses alliés,** à partager le fardeau de la lutte anti-terroriste, dont depuis trop longtemps les Américains estimaient qu'il pesait excessivement sur leurs seules épaules. En outre, l'intervention sahélienne a été efficacement "vendue" à Washington par les services français, lui assurant une visibilité et un large soutien politique, y compris auprès des membres du Congrès. Au cours des années suivantes, la coopération militaire franco-américaine s'intensifie. La France rejoint la coalition américaine contre Daech en Irak en 2014, puis en Syrie en 2015. Progressivement, la relation de défense entre les deux pays s'est institutionnalisée : **suite aux attaques de 2015, les agences de renseignement militaires des deux pays ont reçu des instructions spéciales pour accéder aux renseignements opérationnels sur les théâtres d'engagement commun,** et un "Comité Lafayette" a été mis en place pour en surveiller la fluidité. Le format "*Five Eyes + France*" est désormais fréquemment utilisé par les Américains, lorsqu'ils souhaitent partager du renseignement sur Daech ou la Corée du Nord avec leurs nouveaux alliés privilégiés. Ainsi, en quelques années, la coopération militaire s'est accrue dans tous les domaines : lutte anti-terroriste, contre-prolifération, enjeux territoriaux en Europe, espace, et bien sûr Sahel. Des années de coopération sur le terrain ont créé une grande confiance opérationnelle entre les forces armées des deux pays. Deux autres éléments jouent en faveur de la France : d'une part, la France a maintenu, voire augmenté, ses moyens militaires à une époque où tous les Européens diminuaient leurs budgets de défense, au grand dam des Américains. D'autre part, le processus décisionnel français, rapide et concentré autour du Président, à l'image du système américain, est jugé fiable et efficace, par exemple lors des frappes punitives contre le régime de Damas après l'usage d'armes chimiques.

"Il est légitime de s'interroger sur la durabilité de cette stratégie : la relation franco-américaine peut-elle réellement rester étanche aux soubresauts transatlantiques actuels ?"

Tout cela a créé une atmosphère très "pro-française" au Pentagone, qui a largement aidé et contribué au capital sympathie dont la France bénéficie auprès de l'administration Trump. Non seulement le Président Trump aime et apprécie la chose militaire – en témoigne son appétence à s'entourer de généraux tels que son directeur de cabinet, son Ministre de la défense et ses deux premiers conseillers à la sécurité nationale – mais il ne fait pas mystère de sa nette préférence pour les alliés qui investissent en défense plutôt que ceux qui misent sur le plan

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 67

commercial, protégeant la France des attaques dont l'Allemagne subit les assauts répétés. **L'excellence de la coopération militaire de ces dernières années explique ainsi que Macron, qui affiche comme priorité absolue la sécurité des Français, ait misé sur Trump et inversement.**

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.institutmontaigne.org/blog/lexcellente-relation-de-defense-franco-americaine-lepreuve-des-turbulences-transatlantiques>

[*Retour au sommaire*](#)

DÉFENSES

1 - Tribune : Osez la France pour une défense nationale (Le Point, Julien Aubert, Thibault Bazin et patrice Verchère).

Les députés LR Julien Aubert, Thibault Bazin et Patrice Verchère s'alarment des menaces sur l'indépendance de notre industrie de l'armement.

Le 14 juillet, la France est fière de voir son armée défilier sur les Champs-Élysées. Le président de la République aura à cœur de rappeler que le projet de loi de programmation militaire 2019-2025 (LPM) prévoit une augmentation des crédits de la mission Défense de 9,8 milliards d'euros pour atteindre 44 milliards d'euros en 2023. En effet, l'érosion continue des moyens de nos forces depuis presque 20 ans et l'intensité des menaces auxquelles notre pays doit faire face exigent ce redressement budgétaire afin de maintenir et de développer notre autonomie stratégique autour d'un modèle complet et efficace d'armée. Néanmoins, derrière la communication présidentielle, les chiffres sont têtus. Cette augmentation est à nuancer par la « clause de revoyure » prévue en 2021 qui déterminera les annuités 2024 et 2025. La loi de programmation militaire est en réalité une loi d'intention politique dont la trajectoire devra être confirmée par chaque loi de finances. Des doutes sérieux existent concernant la soutenabilité des hausses annuelles de 3 milliards chaque année à compter de 2023. Elle n'est ainsi certainement pas à la hauteur des défis en matière de recrutement, en particulier dans le domaine de la cyberdéfense : l'essentiel des 6 000 postes supplémentaires que la LPM prévoit sont reportés en seconde partie de la programmation soit 1 500 en 2023, 1 500 en 2024 et 1 500 en 2025. Ces reports ne permettront pas à la France de rivaliser avec la Bundeswehr allemande qui s'est dotée d'une « cyberarmée » de 14 000 experts... Surtout, derrière la LPM se trouve l'enjeu industriel. La programmation repose en effet sur l'hypothèse de coopérations capacitaires dans le cadre de l'Otan ou de l'Union européenne. Or, notre intérêt vital réside dans la préservation au niveau national d'une base industrielle et technologique de défense forte, apte à répondre aux exigences technologiques et opérationnelles des futurs systèmes d'armes et équipements de défense. Nous appelons de ce point de vue ci à revisiter la stratégie industrielle de la Défense nationale. La question du partage des technologies doit être examinée avec une grande attention tout comme la garantie de la préservation de notre autonomie industrielle. En effet, le mythe des « Airbus industriels » et l'idéologie de la « taille critique » scandée depuis des années par une élite économique déconnectée des intérêts vitaux et souverains ont fait de nombreux dégâts. Les exemples sont nombreux. On pourrait citer la vente de la division énergie d'Alstom qui représente 70 % de l'entreprise, à son concurrent américain General Electric, véritable opération manipulée, ou bien l'opération capitaliste de sa branche ferroviaire qui est tellement favorable à Siemens que ce n'est pas un groupe européen qui va être créé, mais un groupe très majoritairement allemand.

« Il ne suffit pas de mythifier et multiplier les coopérations européennes pour produire une industrie crédible »

De même, la volonté affirmée par le gouvernement français de rapprocher le constructeur français Naval Group (ex-DCNS, NDLR) de l'italien Fincantieri conduira à une disparition progressive de l'opérateur français le plus stratégique pour la marine française. Comment gérerions-nous un possible déplacement en Italie de la construction de sous-marins et les

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 67

difficultés à prévoir pour la maintenance des navires français qui serait à partager avec la flotte italienne ? Le président de Fincantieri, Giuseppe Bono, revendique le leadership commercial en Amérique latine où Naval Group est le mieux implanté. L'attitude italienne provoque le trouble au sein de certains États clients de la France comme le Brésil, qui a choisi le groupe tricolore pour renouveler sa flotte sous-marine. Le sujet de la souveraineté militaire ne se limite pas aux seuls grands groupes : la PME française HGH Systèmes Infrarouges, qui développe et commercialise des systèmes de pointe en optroniques permettant de surveiller des sites sensibles, est susceptible de passer sous pavillon américain depuis que le fonds d'investissement Carlyle Europe Technology Partners III a annoncé être entré en négociations exclusives avec la société française en vue d'acquérir une participation majoritaire à son capital. Pourquoi le gouvernement ne réagit-il pas à cette situation ? Il ne suffit pas de mythifier et multiplier les coopérations européennes pour produire une industrie crédible. Prenons l'exemple du très ambitieux et stratégique programme Scaf (système de combat aérien du futur) voulu par la France et conçu comme un système complet associant un avion de combat de nouvelle génération, des drones d'attaque ainsi que des futurs missiles de croisière. Le drone devrait se réaliser dans le cadre d'une coopération franco-britannique que le Brexit affaiblit. Que devient le projet de drone MALE européen dans ce contexte ? Malgré la déclaration d'intention prise par la France, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne en mai 2015, le projet de drone MALE européen a pris du retard et ne devrait être opérationnel qu'à l'horizon 2025. Un partenariat franco-allemand est envisagé pour ce qui concerne l'avion de chasse dernière génération, mais l'Allemagne n'a pas les compétences pour produire un avion de combat et nos cultures stratégiques et nos règles d'engagement sont fondamentalement différentes, ce qui rend complexe cette alliance industrielle.

« Nous souhaitons la création d'un Office national de contrôle et d'évaluation stratégique des industries de défense »

D'ailleurs, ne soyons pas dupes. La remontée en puissance militaire de l'Allemagne (37 milliards d'euros de budget cette année), dont l'activisme en matière d'exportations de sous-marins est directement concurrentiel pour nos industries, tout comme l'export de ses matériels roulants, pose la question de savoir si la coopération avec ce pays sur le plan industriel peut être équilibrée. À ceux qui répètent que l'avenir passe forcément par l'Europe, on peut opposer quelques chiffres. Les principaux clients de la France en matière d'exportation d'armes sont extra-européens. L'exemple le plus parlant est celui de la vente des avions Rafale de Dassault : seuls la France, l'Égypte, le Qatar et l'Inde s'équipent en Rafale français, alors que la plupart de nos voisins européens préfèrent s'équiper en F-16 et F-35 américains. Alors que la chancelière allemande a répété à deux reprises que les États-Unis n'étaient plus à même d'assurer notre protection, Emmanuel Macron est resté silencieux. Et pourtant là est l'enjeu : quid du devenir de l'Otan ?

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.lepoint.fr/politique/tribune-osez-la-france-pour-une-defense-nationale-14-07-2018-2236089_20.php

[Retour au sommaire](#)

2 - Le parc d'hélicoptères des armées : une envolée des coûts de maintenance, une indisponibilité chronique, des efforts qui doivent être prolongés (Sénat, rapport d'information de M. Dominique Legge, fait au nom de la commission des finances).

Alors que les crédits consacrés au maintien en condition opérationnelle (MCO) des hélicoptères des armées ont crû de plus de 56 pour cent entre 2009 et 2017, seul un aéronef sur trois est disponible.

Sur un parc total qui comprenait 467 hélicoptères en 2017, 161 appareils étaient ainsi immobilisés dans l'industrie et 135 dans les forces. Les causes de cette indisponibilité sont multiples : une organisation du MCO des aéronefs complexe, un parc très hétérogène, des règles de navigabilité parfois inadaptées et excessives, des besoins structurels de maintenance aggravés par l'intensité des déploiements en opération extérieure, des défaillances de la chaîne logistique, etc. Si des initiatives ont été prises ces dernières années, avec le lancement d'un « plan d'actions hélicoptères » (PAH) en 2014 et la réforme du MCO aéronautique en 2017, Dominique de Legge, rapporteur spécial des crédits de la mission « Défense » estime que ces efforts doivent être prolongés.

Dans cette perspective, il formule quatorze recommandations s'articulant autour de 3 axes :

- améliorer le pilotage financier du MCO ;
- renforcer l'efficacité du soutien opérationnel ;
- faire évoluer les relations avec les industriels.

Retrouvez l'intégralité du rapport en cliquant sur ce lien, puis en téléchargeant le rapport :
<http://www.senat.fr/notice-rapport/2017/r17-650-notice.html>

[*Retour au sommaire*](#)

3 - La ministre des armées Florence Parly et le ministre des affaires étrangères japonais, M.Tarô Kôno, ont signé à l'hôtel de Brienne un accord bilatéral de défense. (DICOD, communiqué de presse).

Cet accord, signé la veille du défilé du 14 Juillet dont le Japon est un des invités d'honneur, permettra de renforcer l'interopérabilité, réduire le coût des services de soutien mutuel entre nos armées et faciliter, à terme, la conduite d'interactions militaires conjointes. Il marque la profondeur et la maturité des relations entre la France et le Japon en matière de défense. Nos deux pays partagent de nombreuses analyses stratégiques et œuvrent de concert pour la promotion d'un ordre international fondé sur le droit et le multilatéralisme, tant dans la région Indo-Pacifique qu'à l'échelle mondiale. Florence Parly se félicite de cette signature, signe concret d'une coopération toujours plus dense qui s'inscrit dans des échanges réguliers sur les enjeux de défense, portés notamment lors de son déplacement au Japon en janvier dernier ou encore lors du Shangri La Dialogue 2018.

Le site de la DICOD est répertorié dans la rubrique
INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES
de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRITSURCOUF.fr

[*Retour au sommaire*](#)

4 - Général François Lecointre : « Le défilé du 14 juillet est une démonstration de force » (Familles Chrétiennes, Samuel Pruvot).

Un an après sa prise de fonction – et la démission fracassante du général de Villiers – François Lecointre, le chef d'état-major des armées, revisite le sens de la fête nationale et plaide pour notre indépendance stratégique. Un entretien exclusif.

Quelle est l'origine de notre fête nationale ?

Le 14 juillet ne fait pas uniquement référence à la prise de la Bastille. Il y a aussi la fête de la Fédération le 14 juillet de l'année suivante. Cette autre référence compte beaucoup à mes yeux car elle symbolise la réconciliation nationale. Ce jour-là, toutes les gardes nationales des régions montent à Paris et défilent sur le Champ de Mars. C'est la IIIe République qui a fait du 14 juillet notre fête nationale. Je note que les parlementaires ont fait exprès de laisser planer le doute sur le sens du 14 juillet. Certains voulaient célébrer la prise de la Bastille et d'autres la fête de la Fédération. Notre 14 juillet est indissolublement lié à ces deux événements.

Pourquoi un défilé militaire aussi ample ?

Le défilé militaire a un sens très particulier qui dépasse la simple commémoration. Le 14 juillet est en effet une démonstration de force. Défiler, c'est clairement montrer sa force et honorer ceux qui acceptent de la mettre en œuvre. Chaque 14 juillet, les Français ressentent cette fierté d'être forts. Les soldats sont ceux qui peuvent donner la mort. Faire défiler des chars Leclerc sur les Champs-Élysées ou des Rafale dans le ciel, c'est exposer aux yeux de tous des instruments de notre force qui peuvent tuer délibérément. Ce défilé est un signal politique très fort. Cela rappelle aux politiques du monde entier – **comme Donald Trump le 14 juillet 2017** – que le Président français est doté d'une armée opérationnelle qu'il aura la volonté d'utiliser. On peut donc être le Président d'une grande démocratie et faire démonstration de sa force. Les Français adhèrent inconsciemment à cette idée que le recours à la force est légitime. Ils estiment que leurs valeurs doivent être promues et défendues. Vous remarquerez que la France est la seule démocratie au monde à vivre cela. Les autres défilés militaires ont habituellement lieu dans des régimes aux antipodes de la France.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.famillechretienne.fr/politique-societe/politique/general-francois-lecointre-le-defile-du-14-juillet-est-une-demonstration-de-force-239810>

[Retour au sommaire](#)

ÉCONOMIES

1 - A qui profite le scandale de Cambridge Analytica ? (Infoguerre, Sahid Yallou).

A la suite de l'éclatement du scandale Cambridge Analytica, la tête de Facebook a été mise à prix. Le présent article a pour objet de mettre en lumière l'affrontement informationnel entre Mark Zuckerberg et Elon Musk, dont les motivations profondes relèvent d'enjeux stratégiques beaucoup plus importants. La révélation par le New York Time et The Guardian, sur la collecte de données personnelles de Facebook par Cambridge Analytica, pour influencer le vote lors des dernières présidentielles aux Etats-Unis, une avalanche de critiques les plus acerbes s'est abattue sur le réseau social et son promoteur Mark Zuckerberg. L'une des manifestation phare a été la campagne #deletefacebook sur Twitter qui a connu l'adhésion de certaines personnalités de la Silicon Valley, telles que Brian Acton, cofondateur de WhatsApp, ou encore Elon Musk. Mais qu'est-ce qui peut bien expliquer une telle adversité entre ces deux génies de la Tech ? La réponse à cette question est à rechercher du côté des enjeux liés à l'intelligence artificielle. En effet, les deux hommes divergent de point de vue sur la portée et l'impact de cette technologie disruptive voire susceptible de porter et légitimer les thèses transhumanistes.

Le clash

En effet, Musk considère que « L'intelligence artificielle est un danger fondamental pour l'existence de la civilisation humaine ». A l'inverse Zuckerberg estime que l'émergence d'algorithmes de plus en plus sophistiqués « va tellement améliorer notre vie » ... Un affrontement informationnel est ainsi lancé entre les deux tycoons : quel sous-jacent économique alimente cet affrontement ? la réponse est à rechercher du côté de la suprématie recherchée par les promoteurs de l'IA... Déjà en décembre 2016, le rapport Mary Meeker's annual Internet Trend Report soulignait que le téléphone mobile mangeait le monde et que les GAFAs le dévorait par ce moyen. Ce même rapport paraphrasait Sundar Pichai (PDG de Google) qui déclarait que l'humanité se dirigeait après, le « tout mobile » vers le « tout IA », prédisant ainsi la continuité de la suprématie des GAFAs. Ces GAFAs sont d'ailleurs regroupées pour créer à fin 2016, la Partnership On AI, une organisation à but non lucratif dédiée à la promotion des meilleures pratiques en IA. Elle réfute toute position de lobbying même si elle se dit disposée à accompagner les pouvoirs publics par des avis sur la question. Et pour soutenir cet point, elle s'est ouverte à des organismes à but non lucratif comme l'Unicef ou Human Right Watch... : une belle parade anoblissant cet organe d'influence destiné à assurer un environnement favorable à l'essor de l'IA. Si l'on en croit la doctrine des Transhumanistes, les détenteurs de l'IA seront les maîtres de l'humanité dans un proche avenir. Musk malgré son génie entrepreneurial, a pris du retard sur le sujet de l'IA, et sera assurément à la merci des GAFAs si le terrain est laissé entièrement libre à l'emballement de l'innovation de l'IA.

La campagne d'influence de Musk

Dans cet affrontement, Musk a mis en branle une campagne d'influence pour essayer de contrecarrer cette dangereuse montée en hégémonie des GAFAs en montrant l'IA et le « machine learning » comme une menace pour l'humanité. La première étape de ce processus commence par la quête d'une légitimité dans le débat en s'appuyant sur des références comme les intellectuels comme Francis Fukuyama foncièrement opposé aux thèses transhumanistes ou encore des scientifiques respectés comme Stuart Russell foncièrement opposé aux thèses de Raymond Kurzweil, distingué professeur du MIT et qui a rejoint l'équipe IA de Google. Ce dernier a prédit que les nanotechnologies donneront naissance à « l'Homme Augmenté » et théorisé sur « l'atteinte du point de singularité »...

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://infoguerre.fr/2018/07/a-profite-scandale-de-cambridge-analytica/>

[Retour au sommaire](#)

2 - Géosciences : des satellites mesurent les volumes d'eau sur Terre (Allemagne site diplo).

Les résultats des mesures effectuées dans l'espace donnent des indications précises sur l'élévation du niveau marin et la modification des gisements d'eau souterraine dans le monde. Les chercheurs de la mission par satellite GRACE FO en tirent des déductions pour les dérèglements climatiques. La fusée américaine SpaceX embarquant à son bord deux satellites d'observation terrestre a été lancée le 22 mai 2018. Au bout de trois minutes, elle fonçait déjà à une vitesse de 8500 km/h vers l'espace. Après un peu plus d'une dizaine de minutes, le premier étage de la fusée ayant atteint une altitude de 490 kilomètres, les satellites jumeaux ont été mis en orbite. Évoluant à cette altitude, le couple de satellites tourne maintenant autour de la Terre 16 fois par jour en transmettant des mesures au sol. Le professeur Frank Flechtner, directeur scientifique de GRACE FO au centre Helmholtz de Potsdam – Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ), considère le lancement réussi de la fusée depuis la base aérienne militaire de Vandenberg, en Californie (États Unis), comme le plus beau moment de sa carrière scientifique. C'est lui qui a eu l'honneur de donner le « go » au décollage. *Info* GRACE FO signifie Gravity Recovery and Climate Experiment Follow On. Le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche et le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie participent conjointement au financement de cette mission à hauteur de plus de 50 millions d'euros sur une durée de huit ans. La mission GRACE Follow On est réalisée en partenariat par le GFZ allemand et la NASA, l'agence spatiale américaine. Les deux pays poursuivent ici leur bonne coopération dans le domaine de l'observation terrestre entamée avec la mission GRACE dont GRACE FO prend le relais.

Un projet unique

« Personnellement, je trouve l'observation de la Terre par satellite bien plus passionnante que la recherche dans la Station spatiale internationale ISS », dit M. Flechtner. « Il est fascinant de pouvoir déterminer avec une très grande précision la fonte des glaces dans l'Arctique et

l'Antarctique ainsi que d'autres changements dans le système Terre, sans jamais avoir été sur place », estime-t-il.

« J'ai installé par le passé des stations d'observation en Inde afin de mesurer les variations du champ gravitationnel terrestre à grande échelle. Avec GRACE FO, nous n'avons plus besoin du tout de ces stations au sol et nos mesures sont beaucoup plus précises. » Lorsqu'on lui demande de qualifier en une seule phrase la mission par satellite, M. Flechtner répond en soulignant le caractère unique du projet : « GRACE FO est la seule mission spatiale à pouvoir observer en continu les déplacements de masses dans le système Terre. »

Les satellites renseignent sur la fonte des glaciers L'objectif de GRACE FO est d'établir des cartes mensuelles du champ gravitationnel terrestre fournissant des informations sur les mouvements d'eau à la surface du globe. La mission permet d'en déduire des informations concernant le changement climatique telles que la fonte des glaces aux pôles, les modifications des courants marins et la montée ou la baisse du niveau des nappes phréatiques. Cela inclut aussi bien les diminutions des masses d'eau observées en Californie et au Proche Orient que les augmentations des masses d'eau souterraine. Car une nappe phréatique bien remplie a pour conséquence que l'eau s'écoule moins après de fortes pluies, ce qui accentue les risques de crue. GRACE FO doit aider à déceler rapidement cette menace. Mais les données sont également importantes pour le domaine maritime, où elles servent à étudier la montée du niveau des océans. Avec l'aide des données gravimétriques, on peut en effet déduire quelle proportion d'eau supplémentaire provient de la fonte des glaciers et quelle proportion provient de l'extension thermique des océans.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

https://allemagne.diplo.de/frdz-fr/aktuelles/06-Educationetsciences/-/2118602?pk_campaign=newsletter_???label.doctype.AANLIssue??? 2018_07_13&pk_kwd=teaser_G%C3%A9osciences+%3A+des+satellites+mesurent+les+volumes+d%E2%80%99e+au+sur+Terre

[Retour au sommaire](#)

3 - L'expertise du CNES au service des forces françaises (CNES, communiqué de presse).

Au moment où la France s'apprête à célébrer la fête nationale, avec notamment le traditionnel défilé militaire du 14 Juillet, le CNES est fier de souligner les relations qu'il entretient avec les forces françaises. Depuis sa création en 1961, il travaille en étroite collaboration avec le ministère des Armées (l'un de ses deux ministères de tutelle, avec celui de la Recherche, de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation) dans la conduite des programmes spatiaux, dans les projets de R&T ou dans les opérations de satellites, incluant les aspects de surveillance de l'espace. Cette action combinée contribue aux capacités des forces françaises et à la sécurité de nos concitoyens. Dans la conduite des programmes, le CNES a développé des expertises dans les satellites et les architectures d'ensemble des systèmes. Sur certains programmes, il se voit déléguer par la Direction Générale de l'Armement (DGA), la maîtrise d'ouvrage des segments spatiaux qu'il exerce également sur des systèmes duaux (civils et militaires). Dans ce cadre, le travail réalisé avec la DGA et l'état-major des armées (EMA) vise à garantir au meilleur coût, les besoins exprimés par les forces. La coopération du CNES avec le ministère des Armées dans le domaine de la R&T a pour objectif de répondre aux besoins futurs de la Défense. Elle inclut le développement d'innovations technologiques dans les domaines de l'observation optique à très haute résolution, du renseignement d'origine électromagnétique et des télécommunications hautement sécurisées. Ces innovations bénéficient également aux acteurs civils. L'utilisation

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 67

de ces technologies duales permet de réduire le coût des capacités opérationnelles des utilisateurs, tout en maintenant la compétitivité des industriels français au plus haut niveau. Par ailleurs, le CNES est opérateur des satellites de la Défense en orbite basse. Dans ce cadre, il leur transmet leur programmation sur la base des demandes des armées ; en outre, il veille à leur sécurité face à toutes les menaces, en particulier les débris spatiaux. Ces actions sont conduites en étroite coordination avec des unités de l'armée de l'air. Sur ce dossier, le CNES et le Commandement Interarmées de l'Espace (CIE) coopèrent dans le cadre du comité de pilotage du consortium de cinq états européens (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni), qui fournit aux opérateurs de satellites, des services de surveillance de l'espace (anticollision, rentrées à risque dans l'atmosphère). La coopération entre le CNES et le ministère des Armées va se concrétiser à la fin de l'année avec le lancement du premier des trois satellites de la constellation CSO (Composante Spatiale Optique) depuis le Centre Spatial Guyanais (CSG). Il prendra la suite des satellites Hélios 2 et renforcera les moyens des forces armées dans le renseignement spatial, pour la reconnaissance stratégique et le soutien des opérations sur les théâtres extérieurs.

[Retour au sommaire](#)